

Échos de l'Allier (p. 4)

COMMUNISTES

Campagne Européennes Une nouvelle étape (p. 3)



Vidéo

**CETA :
le gouvernement
contre la
démocratie
(Cécile
Cukierman)**

Le pognon

La crise du logement ? Quelle crise du logement ? Du côté de la rue de Furstemberg ou de l'avenue Montaigne, à Paris, voilà bien des questions qui semblent tout à fait saugrenues. Ici tout se vend à des prix « confortables » : un vieux studio, en mauvais état caractérisé, s'est vendu à 35 000 euros le mètre carré. Et le responsable de l'agence immobilière de ronronner : « On aurait pu même monter à 50 000 euros ! » Commentaire d'un vieil habitant du quartier dépassé par ce tsunami : « Ici c'est le pognon à l'état pur ! » C'est pas faux. Même si le mot pur n'est pas le plus approprié. ⚡

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse:.....€

**“Donner les moyens
au PCF d'intervenir”**

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

LE SÉNAT VOTE CONTRE LE CETA !

À l'initiative du groupe
communiste CRCE-K



CETA NOUS DE DIRE NON



Pour faire connaître vos initiatives,
faites-le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >

29 mars, à partir de 19 h : La section de la Presqu'île de Guérande et la section de Saint-Nazaire organisent un débat sur la santé, avec la participation de Fabien Cohen, membre de la commission « Santé, protection sociale » du PCF. Salle des Perrières (CLIS), Guérande (44)

29 mars, à partir de 19 h : La section du Paris organise son banquet en présence de Léon Deffontaines, tête de liste communiste aux élections européennes. Buffet, soirée dansante... Contact : 06 64 67 77 15. Salle polyvalente, Pierrelaye (95)

29 mars, à partir de 20 h : Réunion publique de présentation du plan climat Empreinte 2050 par Serge Vidal, organisée par 5 sections du sud de l'Essonne. Salle des Associations, Chamarande (91)

30 mars, à partir de 10 h : Fête du *Patriote*, journal des communistes de l'Ariège, qui fête ses 80 ans. Débats, expositions mémorielles, banquet républicain, concert ambiance latino/cubaine. Espace Olivier-Carol, salle des Artistes, Foix (09)

30 mars, à partir de 15 h : Conférence-débat « Israël-Palestine, hier, aujourd'hui, demain... », avec la participation de Pierre Barbancey. Salle de cinéma, Les Mées (04)

30 mars, à partir de 17 h : Présentation du plan climat Empreinte 2050, en présence d'Amar Bellal, responsable national en charge de la commission Écologie. Salle La Forge, Harfleur (76)

2 avril, à partir de 19 h : La section d'Ivry organise une soirée conférence-débat autour de l'agriculture avec André Chassaigne, Philippe Bouyssou et Didier Ringeval, agriculteur. Salle municipale Robespierre, Ivry-sur-Seine (94)

5 & 6 avril : Les fédérations PCF et MJCF du Territoire de Belfort organisent leur fête du livre, avec une vente de livres neufs et d'occasion issus des fonds des camarades, des conférences et une projection de film. Cette année, la fête sera dédiée au CNR avec deux conférences : samedi 5 avril à 14 h, Serge Wolkow sur le thème « L'actualité du programme du

CNR » et Jean-Michel Leterrier sur le thème « CNR et culture ». Vendredi à 18 h sera projeté le film « Une histoire du Conseil national de la résistance » de Jeanne Menjoulet. Centre socio-culturel de la pépinière, Belfort (90)

8 avril, à partir de 18 h 30 : La section de Châlons-en-Champagne organise une conférence-débat sur la Palestine, animée par Jean-Paul Lecoq. Auditorium de la bibliothèque municipale G. Pompidou, Châlons-en-Champagne (51)

10 avril, à partir de 18 h 30 : La section Luberon-Cavaillon vous propose de débattre ensemble autour de l'avenir de l'agriculture française et vaclusienne, du revenu paysan et de la production d'une nourriture de qualité pour toutes et tous, mais aussi de la revitalisation de nos campagnes, de l'amélioration de la qualité de vie et du travail au pays. BIO'S, 131 cours Gambetta, Cavaillon (84)

11 avril, à partir de 18 h : La section PCF Est Étang de Berre organise un débat public sur l'explosion des tarifs de l'énergie : Les raisons de l'explosion des prix de l'énergie, quelles solutions pour revenir à un prix de l'énergie reflétant réellement les coûts de productions et d'investissements, permettant aux plus fragiles socialement, aux PME et aux collectivités de bénéficier d'un juste prix, quelles solutions pour un réel financement et développement d'une transition énergétique et environnementale. Château des Quatre Tours, Velaux (13)

11 avril, à partir de 18 h 30 : Meeting de lancement de la campagne européenne. Mégacité, Amiens (80)

20 avril : La section de Châlons-en-Champagne organise un hommage commun CGT-PCF au résistant Bernard Remy. Square Résistance fer, Châlons-en-Champagne (51)

1^{er} juin : La section de Châlons-en-Champagne organise une formation puis une conférence-débat sur le plan climat Empreinte 2050. Maison des Syndicats, Châlons-en-Champagne (51)

Notre campagne pour les Européennes

Hélène Bidard présentait le rapport introductif au dernier CN. Extraits de son intervention où il est question de la nouvelle étape de la campagne. Dans le prochain numéro nous reviendrons sur le rapport de Christian Picquet et la question du programme.

Nous sommes désormais à environ dix semaines du scrutin. Le pouvoir voudrait bien éloigner une partie de nos concitoyens des urnes et certaines forces entretiennent des fausses informations sur la nature de l'élection.

À l'heure d'engager une nouvelle étape de notre campagne, il faut avant tout faire la clarté sur les enjeux du scrutin.

Premièrement, réaffirmons-le, il n'y a pas de prétendu « vote utile » aux élections européennes. Le seul vote utile, c'est le vote pour ses idées. Il faut le dire et redire : c'est une élection à un tour et à la proportionnelle, en ce sens d'ailleurs, et paradoxalement, c'est une élection plus démocratique que d'autres ! Le sujet démocratique de ces élections, c'est ce seuil de 5 % qui n'existe pas dans d'autres pays. Mais pour le reste, c'est un scrutin proportionnel, de liste paritaire à un tour, c'est-à-dire le type de scrutin en réalité parmi les plus démocratiques.

Deuxièmement, le Parlement européen est une instance qui a du pouvoir, il en exerce trois précisément : il adopte la législation de l'UE, conjointement avec le Conseil de l'UE, sur la base de propositions de la Commission européenne. Cela signifie qu'aucune directive de libéralisation ne peut être adoptée sans qu'il la ratifie ! Il peut modifier ou rejeter le projet de budget présenté par la Commission européenne. Il approuve - ou non - la composition de la Commission dans son ensemble. Surtout, 60 à 70 % de ce qui est voté à l'Assemblée nationale et au Sénat est issu des discussions au Parlement européen. Alors que tout est fait pour éloigner le peuple de ce lieu de décisions, nous devons au contraire y faire élire des député·es communistes, qui dévoileront les responsables des politiques austéritaires, des député·es qui ouvriront la porte de cette institution au peuple et qui seront le relais des luttes.

Troisièmement, au Parlement européen on fait de la politique, ce n'est pas juste une administration qui déciderait seule. Au Parlement européen on fait des choix. Et aujourd'hui ces choix ne nous vont pas !

Dans les difficultés que nous rencontrons dans la mise en campagne, une difficulté majeure vient à mon sens du rapport des camarades. Certains ne se sentent pas toujours à l'aise, d'autres franchement en colère contre l'Europe n'arrivent pas à développer un contre-projet pour les peuples européens, beaucoup ne se sentent pas légitimes et demandent des formations. Pourquoi finalement ce sentiment, qui me semble-t-il



est moindre lorsque nous partons en campagne pour les élections législatives ou même sénatoriales, alors que ces institutions ne sont pas plus favorables au peuple ?

La raison de ce malaise vient de la perte de souveraineté du peuple français sur la construction européenne qui nous impacte comme l'ensemble des Français, ce que Léon a résumé au JT de France 2 en disant : « La construction européenne est une fraude démocratique. »

[...] La construction européenne s'est donc accompagnée d'un affaiblissement du rôle des Parlements nationaux. La primauté du droit européen sur la loi est désormais assurée par les juges, tandis que la politique monétaire et budgétaire a été soit transférée, soit sévèrement encadrée. Cette situation est aggravée en France par les déséquilibres institutionnels inhérents à la V^e République. Il résulte de ce dispositif que le Parlement français ne pèse pas dans le travail législatif européen et que son pouvoir budgétaire est désormais considérablement encadré, contribuant au sentiment d'un désenchantement démocratique. Le choix des autorités françaises de faire approuver le Traité de Lisbonne par le Parlement, trois ans après le rejet du Traité établissant une constitution pour l'Europe, alors même que leur contenu était quasiment identique,

a par ailleurs aggravé les fractures de l'opinion vis-à-vis du projet européen.

Il s'agit donc bien pour nous de retrouver la voie de la campagne de 2005 contre le TCE, de reprendre les chemins d'une campagne, tout à la fois d'éducation populaire et de mouvement social, comme en 2005 : NON à l'Europe capitaliste qui écrase les peuples, mais OUI au progrès et aux coopérations utiles aux peuples : c'est cette vision que nous voulons porter aux élections européennes le 9 juin 2024.

Face à la technostructure qui renforce l'euroscepticisme, voilà précisément pourquoi notre campagne est si importante pour la souveraineté du peuple, en France et en Europe.

C'est pourquoi nous avons décidé de construire une liste d'une gauche unie pour le monde du travail, large, rassemblant toutes celles et tous ceux qui partagent nos valeurs et nos propositions. Une liste conduite par notre camarade Léon Deffontaines, dont je sais, dont vous savez le bon début de campagne qu'il mène avec l'ensemble des camarades en dynamique.

Oui, changer le cours des choses est possible à condition d'une souveraineté démocratique nouvelle permettant de reprendre la main sur les choix européens. C'est pourquoi dans le programme, nous proposons, entre autres, de « Réviser la procédure législative européenne afin d'associer les Parlements nationaux à l'élaboration des directives et règlements européens en amont de leur adoption par le Conseil et le Parlement européen ». Oui, portons l'idée que l'exécutif français ne puisse plus aller à Bruxelles sans un mandat du peuple, *a priori* et *a posteriori*.

Contre l'avis des peuples, exprimé clairement en 2005 en France, les institutions européennes, avec la complicité active des gouvernements des États membres, avec celle du gouvernement français, se sont mises au service d'une dynamique mortifère et en ont sanctuarisé, dans les

traités, la logique délétaire, contre la souveraineté des peuples, contre les droits sociaux.

Nous pouvons mener des combats et les gagner même au Parlement européen, tout autant qu'à l'Assemblée nationale ou au Sénat, sans attendre un grand soir. Nous sommes mille fois légitimes. Il nous faut en tant que direction nationale combattre ce sentiment d'illégitimité organisé par les tenants de l'Europe fédérale et libérale.

Nous sommes légitimes et attendus en Europe

Un mot d'exemple sur le fait que nous sommes attendus par nombre de nos camarades du Parti de la gauche européenne. Frédéric Boccara, Vincent Boulet et moi-même avons œuvré au sein du PGE pour l'élaboration d'un manifeste électoral commun avec ses partis membres, dont le PCF, mettant l'accent sur les services publics, le coût de la vie et les droits sociaux, mais aussi sur l'enjeu de la paix et de lutte contre le réchauffement climatique. Cette élection intervient dans une situation compliquée pour le PGE, marquée par ricochet par la crise démocratique en Europe et les crises existentielles en cours au sein de nombreux partis de gauche en Europe, telles que celles vécues par Syriza en Grèce ou Die Linke en Allemagne... conséquences de crises démocratiques et économiques plus larges qui traversent toute l'Europe.

Les partis membres du PGE se sont réunis en assemblée générale à Ljubljana en Slovénie, le 24 février 2024, et malgré des pressions et coups de bouloir, les partis membres sont restés unis autour de combats communs avec un manifeste commun voté, c'est-à-dire une plateforme commune de propositions entre l'ensemble des partis membres, pas seulement en opposition mais aussi et surtout en propositions alternatives pour les peuples européens.

Nous nous distinguons par notre lutte à la fois contre les traités et directives libéraux et par la proposition d'un contre-projet européen, basé sur la coopération entre peuples européens, libres et associés, loin des nationalismes.

Nos partis sont enracinés dans la lutte contre le fascisme et la guerre. Les forces antifascistes et de gauche doivent construire une coopération internationale pour soutenir et populariser cette vision, et pour rejeter l'anticommunisme croissant qui va de pair avec la montée de l'extrême droite.

Les partis membres du PGE croient en une Europe capable de faire des choix politiques différents, mettant fin aux politiques économiques libérales, prédatrices, et favorisant la coopération et la paix. L'économie de guerre, sous fond d'impérialisme, se met en place partout en Union européenne.

Une belle liste de la Gauche unie pour le monde du travail

Nous avons un mandat issu du congrès du PCF à Marseille: « Élaborer une proposition politique de gauche et de transformation sociale en

Europe. Mettre en avant un projet original communiste, pour une Europe plus juste, durable, solidaire, protectrice, féministe... Lutter contre l'absentéisme et mobiliser largement le monde du travail dans sa diversité et les couches populaires. »

Nous voulons mobiliser le peuple de gauche qui a dit NON en 2005 au traité constitutionnel européen.

Toutes celles et tous ceux qui se sont mobilisés contre la réforme des retraites, celles et ceux qui subissent l'inflation élevée depuis deux ans, celles et ceux qui vont payer la politique d'austérité du pouvoir qui vient d'annoncer un nouveau plan d'austérité de 25 milliards d'euros, toutes et tous doivent pouvoir trouver un débouché à leur colère.

Tous les représentants de ces salariés, les syndicalistes du public comme du privé, qui se battent depuis des années contre la casse des services publics et les délocalisations doivent pouvoir trouver dans notre liste un débouché à leurs luttes.

Le second enjeu que je veux pointer, deux semaines après un 8 Mars offensif, c'est le vote des femmes, alors que main dans la main capitalisme et patriarcat tirent profit de la dévalorisation des femmes et de leur travail. Les femmes doivent se retrouver dans une liste qui porte des propositions radicales pour combattre les politiques patriarcales et capitalistes. Les mouvements féministes doivent pouvoir se retrouver dans notre projet politique pour faire progresser les droits des femmes en France et en Europe.

Nous voulons aussi mobiliser les habitantes et les habitants de ces territoires de notre pays qui ont voté NON dans les quartiers populaires de nos villes et dans nos villages, ces territoires qui vivent le recul des services publics, dans lesquels des milliers d'élus locaux, parmi lesquels de nombreux élus communistes, se mobilisent quotidiennement pour le respect et la dignité de la population de leur collectivité.

Nous voulons aussi rassembler les Français dans la lutte contre le réchauffement climatique en portant, je l'ai dit, une écologie rationnelle et populaire qui n'oppose pas fin du monde et fin du mois.

Nous voulons mobiliser la jeunesse et comme plusieurs sondages l'indiquent, nous avons commencé à marquer des points chez les 18-34 ans. Comme l'a montré Stéphane Bonnery, si cela se confirme, c'est essentiel pour la suite. Le poids numérique de cette génération va peser: ce qu'elle aura en tête va prédominer dans la société. Et c'est aussi décisif pour pérenniser le maillage territorial de notre organisation.

Pour aller à la conquête de tous ces Français dans la campagne électorale, notre liste constitue un atout important.

Elle comporte un tiers de dirigeant·es, d'élus·es, de militant·es communistes, un tiers de responsables et de représentants d'autres forces politiques, la Gauche républicaine et socialiste, l'Engagement, les radi-

caux de gauche et un tiers de représentants, représentantes du monde du travail.

Les adhérent·es du Parti l'ont massivement approuvée lors du vote de début mars et on peut saluer, au-delà du résultat lui-même, une large participation, la plus importante parmi toutes les forces de gauche pour un tel vote à l'urne. 23 375 adhérent·es ont pris part au vote. 23 197 se sont exprimés. Plus de 92 % (92,79 %, soit 21 524 votant·es) ont approuvé la proposition de notre direction nationale.

L'exécutif national du 8 avril finalisera comme prévu la liste selon le résultat des discussions qui se poursuivent avec nos partenaires potentiels et sur les profils les plus intéressants pour atteindre nos objectifs politiques.

L'heure est à amplifier notre campagne de terrain.

Programmons des initiatives publiques pour faire connaître notre liste et surtout multiplions les initiatives de proximité au porte-à-porte, aux portes des entreprises, des supermarchés et sur les marchés.

Dans tous les départements, à partir des objectifs de voix, ciblons les bureaux de vote où nous avons le plus fort potentiel électoral, ceux où Fabien Roussel à la présidentielle et Ian Brossat aux dernières européennes ont réalisé les meilleurs scores et faisons signer des appels à voter.

Partout, mettons en place des comités de soutien et mobilisons nos élu·es locaux pour qu'ils et elles s'adressent à la population.

Léon commence à gagner en notoriété et nous avons de très bons retours de notre campagne sur le terrain.

Faisons aussi connaître les autres candidats et candidates de notre liste, les militants et responsables syndicaux dont la présence sur la liste et le combat syndical doivent nous permettre de rayonner dans de nombreux secteurs professionnels ainsi que les représentants des autres forces politiques dans notre campagne.

Il nous reste un peu plus de 10 semaines.

Avec cette liste, avec les travailleuses et travailleurs et les élu·es qui partagent notre ambition, nous avons toutes les chances de rentrer au Parlement européen, d'être une délégation nombreuse de député·es offensifs pour faire entendre en Europe la voix de la France, la voix des salarié·es du peuple du NON.

Engageons-nous à fond dans cette campagne pour faire progresser notre projet d'une tout autre construction européenne, une union de peuples libres, souverains et associés pour des coopérations sur la base de projets partagés, utiles aux peuples européens. ⚡

Déplacement dans l'Allier

Léon Deffontaines, tête de liste du Parti communiste français pour les élections européennes, était en déplacement dans l'Allier ce lundi 18 mars 2024. Il était accompagné sur ce déplacement de Fabien Roussel, André Chassaing, Yannick Monnet, Jeannine Erbland (candidate locale de notre liste) et de Sébastien Claire, secrétaire fédéral de l'Allier.

Le temps d'un échange avec des élu-es de l'Allier, il a pu évoquer avec eux leurs problématiques, notamment la fiscalité locale, l'embauche de secrétaires de mairie, la baisse des dotations, le risque pour la démocratie de la disparition de l'échelon communal.

La journée s'est poursuivie par une visite d'exploitation agricole, à la rencontre de Rémi Guillaumin (28 ans), nouvellement installé, et du précédent propriétaire avec qui il effectue une transition sur l'exploitation. Ce fut l'occasion d'évoquer l'importance des taux d'intérêts bancaires pour les jeunes installés et son expérience dans la transmission de savoirs avec le précédent propriétaire. L'alimentation et le travail sur la génétique dans la race charolaise, l'engraissement des animaux étaient également au centre des discussions ainsi que le bien-être animal.

Pour conclure cette journée, la fédération de l'Allier avait organisé une réunion publique à Yzeure (Allier). Salle comble avec plus de 450 personnes venues de tout le département ainsi que des départements limitrophes.

Loin du modèle traditionnel, au discours descendant, unilatéral qu'affectionnent les autres têtes de listes, Léon Deffontaines a fait le choix de donner la parole à la population, se laissant guider par le jeu des questions/réponses avec la salle.

Pendant deux heures Léon Deffontaines, Fabien Roussel, André Chassaing et leur colistière locale ont balayé les sujets d'actualité qui préoccupent véritablement les habitants de l'Allier.

Les attaques incessantes des services publics, notamment de la santé, de l'éducation et de la mobilité ont été longuement évoquées pendant ce temps d'échanges.

L'agriculture et l'autosuffisance alimentaire, en lien également avec l'écologie, ont été autant d'occasions d'aborder notre programme et notre plan climat avec les nuances qu'un territoire agricole et rural comme le nôtre peuvent apporter dans ce débat.

Les questions ont également porté sur les inquiétudes de la population concernant le projet d'ouverture d'une mine de lithium sur le département. Léon Deffontaines a pu partager sa position sur le sujet. Une posi-



tion d'ouverture, qui prend en compte l'enjeu d'autosuffisance dans ce domaine mais aussi de prudence avec la demande de plus de transparence sur ce dossier, notamment sur les conséquences écologiques pour le territoire et la population locale, mais aussi de son équilibre, des conditions de travail sur ces nouveaux emplois et des leviers de contrôle pour les élu-es, les habitants et des salarié-es.

Un grand moment qui a fortement marqué le territoire et les autres formations politiques. Qu'on se le dise, dans l'Allier, les européennes se feront avec les communistes. ✪

Sébastien Claire
secrétaire départemental

PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face-à-face Macron-Le Pen.

Je verse: €

Ma remise d'impôt sera de 66 % de ce montant.

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

Les Yvelines avec Cuba

Lors de son 39^e Congrès, fidèle à ses traditions internationalistes, le Parti communiste a lancé une large campagne politique et de solidarité pour Cuba, avec les associations, les élus et les syndicats.

La commission internationale de la fédération des Yvelines a organisé une conférence-débat pour Cuba le 12 mars à Trappes avec André Chassaing, président du groupe communiste GDR et de l'association des parlementaires amis de Cuba à l'Assemblée nationale. À cette soirée, pas loin de 90 personnes, ainsi que Cuba Si, Cuba Linda, Cuba coopération et la CGT, se sont retrouvées pour débattre ; ce fut un beau succès.

Nous avons eu le témoignage très intéressant et émouvant d'une jeune femme cubaine résidant en France, dont la famille vit toujours à Cuba. Ce peuple digne et courageux est menacé, même s'il résiste depuis 65 ans à l'impérialisme étatsunien. Ce blocus illégal injuste et criminel implique que les Cubains n'ont plus les moyens économiques de survivre. De plus, l'inscription injustifiée, par les États-Unis, de Cuba sur la liste des États finançant le terrorisme rajoute de la souffrance au peuple cubain, et ferme aussi tous les recours possibles aux emprunts financiers à Cuba. C'est inacceptable !

Au travers de son livre *Cuba, une étoile dans la nuit*, André Chassaing nous fait prendre conscience de la dure réalité cubaine au quotidien et

des ravages du blocus qui touche tous les secteurs de la société cubaine (économique, commercial, sanitaires, agro-alimentaire). L'objectif des États-Unis est clair : éliminer toute idée de communisme dans le monde. André insiste dans son livre sur la nécessité de développer des partenariats économiques avec les entreprises françaises. Il doit rencontrer le ministre de l'Économie pour que la France, via l'Agence française de développement, apporte son soutien à Cuba. Il plaide pour un appel à la solidarité politique et économique et à la non-ingérence d'une puissance étrangère sur une autre.

La réalité cubaine est bien différente de la propagande libérale qui la discrédite en permanence : Non, Cuba n'est pas une dictature ! Ce peuple digne mérite tout notre respect et notre soutien.

Le livre d'André Chassaing *Cuba une étoile dans la nuit* est à mettre dans toutes les mains de celles et ceux qui veulent comprendre et agir. Viva Cuba ! Hasta la victoria siempre ! ✪

La commission internationale de la fédération des Yvelines



plein temps

Activité en direction des retraité-e-s
06.08.81.19.61
d.junker93420@gmail.com

N°76 mars 2024

le libre développement de chacun...

Entre 2020 et 2021, l'Europe a été confrontée à des épreuves majeures, telle la pandémie de Covid-19, qui a fait plus d'un million de morts, particulièrement parmi la population âgée, les retraité-e-s.

Cette situation a révélé la vétusté des systèmes de santé et la fragilisation des systèmes de protection sociale, en Europe, alors que les inégalités liées à l'âge, au genre et au lieu de naissance et de vie ne cessent de s'aggraver.

Dans un monde, soumis aux dogmes capitalistes, où la paix, la justice sociale, le respect de la planète paraissent s'éloigner toujours plus, il faut lutter pour un projet de transformation sociale.

Les conséquences de l'invasion russe en Ukraine et de la guerre en Palestine, en plus des atrocités, des dizaines de milliers de décès et de l'exode massif de femmes et d'enfants, ont amené le monde à un niveau élevé de tension, avec des conséquences politiques, économiques et sociales élevées et complexes.

Un processus de paix

L'Europe doit dépasser cette situation avec la mise en place d'un véritable processus de paix. La guerre a provoqué une très forte augmentation du coût du gaz, de l'énergie, des matières premières et des produits de première nécessité et une très forte hausse de l'inflation, générant de graves répercussions sur le monde

DANS CE NUMÉRO

- Sécurité sociale alimentaire : sans doute pas la bonne solution page 2
- Gabriel Attal : libéral me voilà page 3
- Le logement : un secteur gravement en crise page 3
- Retraites : le laminage est à l'œuvre page 4

Une société pour tous les âges

Il est urgent de construire une société pour tous les âges, intégrant la nécessité de trouver des réponses solidaires et qualitatives aux enjeux de vieillissement.

Les retraité-e-s participent à la vie de la société et y apportent une contribution indéniable. Leur sort est le reflet du développement de notre civilisation. Il dit là où nous sommes et le chemin que nous voulons prendre. La retraite constitue donc un droit pour chaque personne.

Une bonne retraite, avec de meilleures pensions et une nouvelle place des personnes âgées dans la société fait partie de notre projet de société où « le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ».

C'est ce projet qui est porté par la liste de large rassemblement à gauche, conduite par Léon Deffontaines pour les élections européennes du 9 juin 2024, que nous appelons à soutenir et pour laquelle nous appelons à voter.

Daniel Junker

est la condition du libre développement de tous

Une soirée contre la réforme du baccalauréat professionnel

Le 2 avril à 18 h 30, le Mouvement jeunes communistes de France organise une grande soirée contre la réforme du baccalauréat professionnel au siège du PCF, 2 place du Colonel-Fabien à Paris.

Décidée contre l'avis des syndicats professionnels et sans aucun vote à l'Assemblée nationale, la réforme du baccalauréat professionnel est une attaque de grande ampleur contre l'avenir de milliers de jeunes. En augmentant la durée des stages, en supprimant des heures de cours, cette réforme épouse parfaitement la logique patronale visant à faire des élèves de lycées professionnels de la main-d'œuvre gratuite au détriment de leurs apprentissages. Avec cette réforme, c'est aussi la carte des formations qui est menacée, selon une logique « adéquationniste » entre formation et emploi.

Pour le gouvernement, sous les ordres du patronat, il s'agit de fermer des formations considérées comme « non insérantes » pour les remplacer par d'autres qui répondent aux besoins immédiats des employeurs. Là encore, les élèves ne sont pas vus comme de futurs citoyens, mais bien comme de la chaire à patron.

La soirée sera organisée en plusieurs temps.

Une première table ronde composée de syndicalistes de la FSU, de la CGT et de FO reviendra sur les principaux enjeux de la réforme : place des apprentissages et des stages, refonte de la carte des formations, méthode du gouvernement...

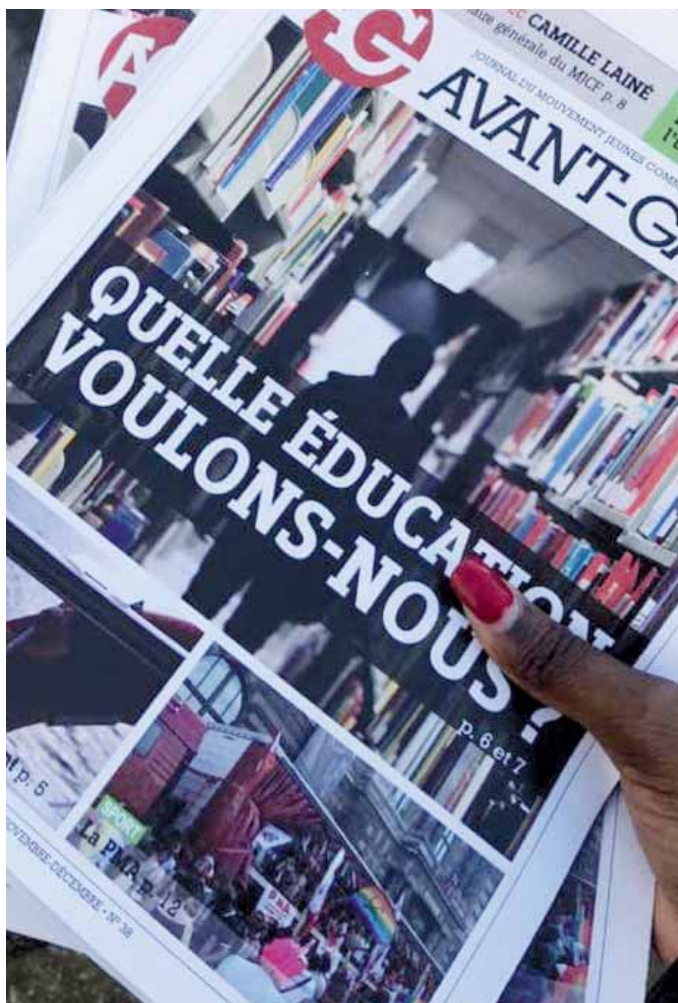
Dans un second temps, des députés du Parti socialiste, d'Europe écologie les verts et du Parti communiste français échangeront sur la place de l'enseignement professionnel dans le projet de la gauche pour le pays. Députée de Seine-Saint-Denis, Soumya Bourouaha interviendra pour le PCF.

La soirée sera aussi ponctuée de témoignages vidéo de lycéennes et lycéens professionnels qui témoigneront de leurs conditions d'études et de leurs inquiétudes vis-à-vis de cette réforme.

Assan Lakehou, secrétaire général du Mouvement jeunes communistes de France, interviendra pour parler de l'engagement des Jeunes communistes devant les lycées professionnels depuis la rentrée 2023.

Enfin, Sigrid Gérardin, numéro 2 sur la liste conduite par Léon Deffontaines pour les élections européennes, conclura la soirée. ✪

Léo Garcia



Les communistes font rejeter le CETA

À l'occasion de la niche parlementaire communiste, et cinq ans après sa validation par l'Assemblée nationale, le texte a enfin été examiné au Palais du Luxembourg ce jeudi 21 mars. En pleine crise agricole, c'était un débat attendu puisqu'il permet « d'avoir un débat politique et citoyen sur les traités de libre-échange », rappelle Fabien Gay, sénateur communiste.

Sans grande surprise, le projet de loi ratifiant l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada a été largement rejeté avec 243 sénateurs qui se sont prononcés contre et seulement 26 pour. Une victoire soulignée par la tête de liste du Parti communistes français aux élections européennes, Léon Deffontaines : « Le CETA est l'exemple même d'une fraude démocratique ».

En 2019, l'Assemblée nationale avait validé de justesse le texte. Depuis, la majorité des dispositions sont appliquées provisoirement. Il s'agit en grande partie de mesures relevant des compétences de l'Union européenne, notamment les mesures commerciales et la suppression des droits de douane sur 98 % des produits échangés. Cependant, ce traité transatlantique est un accord mixte : il mêle des domaines qui relèvent des compétences de l'UE et de celles des États. Pour faire appliquer la totalité du texte, les 43 parlements nationaux et régionaux doivent le ratifier.

Alors que le Parlement européen adopte régulièrement des résolutions pour encourager tous ses membres à ratifier l'accord, la France fait partie des 10 pays encore réticents, aux côtés de la Belgique, la Slovaquie, la Bulgarie, Chypre, la Grèce, l'Irlande, la Hongrie, la Pologne et l'Italie.

Après ce rejet du Sénat, le CETA devra retourner devant l'Assemblée nationale pour un nouvel examen. Si les députés votent contre, Emmanuel Macron devra notifier son rejet à l'UE. ✪



Soutenons l'Avant-Garde
journal des jeunes communistes

à envoyer à Avant-Garde
2 place du Colonel Fabien 75019
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

Shana Maisueche

Pour l'Avant-Garde, revue du MJCF

Patria es humanidad

Dans le cadre de la campagne de solidarité avec Cuba, le Parti communiste cubain nous a invités à participer à la troisième édition du colloque Patria organisé par l'union des journalistes cubains. Le nom de Patria a été choisi en hommage au média créé par José Martí dont le premier numéro est sorti le 14 mars 1892. Notons d'ailleurs que la date du 14 mars est la journée nationale des journalistes à Cuba. C'est aussi pour cela que Patria a lieu chaque année aux environs de cette date. Cette année : du 18 au 20 mars.

Ainsi, nous étions plus de 100 participant·es de 31 nationalités et 4 continents (Amérique du Sud, Europe de l'Ouest, Ghana, Nigeria, Tanzanie, Chine) : communicant·es, journalistes, créateur·rices et concepteur·rices numériques, artistes dans le but d'échanger pendant trois jours à La Havane sur des questions relatives à l'Intelligence artificielle et les défis juridiques, économiques, narratifs et de l'activisme sur les réseaux sociaux du Sud global.

Le Parti était invité à prendre la parole sur deux tables rondes : l'une sur « La domination, la communication et les réseaux sociaux : plateformes pour la gouvernance globale », l'autre sur « Les discours de l'extrême droite : haine, conservatisme et réaction ».

De nombreux·ses invité·es de grande qualité étaient présent·es : Freddy Nãñez, ministre de la Communication et de l'Information au Venezuela, Gabriela Rivadeneira Burbano, ancienne députée et Présidente du parlement équatorien du gouvernement de Rafael Correa aujourd'hui en exil, youtubers... ; chacun·e avec son expertise et ses difficultés proposait des réponses utiles à toutes et tous.

Abel Prieto Jiménez, ancien ministre de la Culture et actuel directeur de la Casa de las Américas, a ouvert le colloque. Nous avons eu l'honneur qu'il participe à notre seconde présentation, en prenant des notes attentivement et en nous remerciant.

« El verdadero revolucionario se ve guiado por grandes sentimientos de amor ».

Cette rencontre, d'une fraternité sans comparaison, a permis à chacune et chacun de repartir avec de vraies pistes de travail pour une meilleure communication face à une « dictature de l'algorithme » et des propagandes anticommunistes.

Avec 31 pays représentés, la question de la solidarité internationale a



bien sûr été mise à l'honneur, avec notamment l'urgence de la paix au Proche-Orient. Miguel Diaz-Canel, lors de son discours aux participant·es, a réexprimé la nécessité d'un cessez-le-feu et le respect des résolutions de l'ONU de 1967 pour un État palestinien avec Jérusalem-Est pour capitale. L'Argentine a également été mise à l'honneur avec une forte délégation. En réponse à l'accession au pouvoir de Javier Milei et la politique menée, ce dimanche avait lieu la plus grande manifestation de l'histoire argentine.

Partout dans le monde, l'impérialisme, l'extrême droite, les obscurantismes et le libéralisme font rage avec toujours les mêmes victimes : les civils. Alors merci à Cuba d'avoir encore été un exemple pour toutes et tous avec l'organisation de cet événement de grande solidarité internationale. ✪

Rachel Ramadour

PS : Les informations de la campagne de solidarité avec Cuba, ainsi que celle de la riposte à l'extrême droite ont été envoyées à toutes les secrétaires de sections et fédérations, responsables com. et orgas fédéraux.



COMMUNISTES

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e

COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei (directeur),

Gérald Briant, Yann Henzel, Amado Lebaube, Méline Le Gourriérec,

Léna Mons, Rachel Ramadour. RÉDACTION : Gérard Streiff

Mèl : communistes@pcf.fr

RELECTURE : Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info (Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA